



HAL
open science

Rockefeller, Gillet, Lépine and Co. : une joint venture transatlantique à Lyon (1918-1940)

Pierre-Yves Saunier, Ludovic Tournès

► To cite this version:

Pierre-Yves Saunier, Ludovic Tournès. Rockefeller, Gillet, Lépine and Co. : une joint venture transatlantique à Lyon (1918-1940). Ludovic Tournès. L'argent de l'influence Les fondations américaines et leurs réseaux européens, Autrement, pp.64-83, 2010. halshs-00528626

HAL Id: halshs-00528626

<https://shs.hal.science/halshs-00528626>

Submitted on 22 Oct 2010

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Rockefeller, Gillet, Lépine and Co. :

une *joint venture* transatlantique à Lyon (1918-1940)

A Lyon, l'école d'infirmières et la faculté de médecine, situées respectivement au 4 et au 8 de l'avenue Rockefeller, jouxtent l'hôpital Edouard Herriot et s'insèrent dans un ensemble de recherche biomédicale dénommé « Pôle santé Rockefeller ». Cette présence du magnat américain du pétrole dans la toponymie locale ne doit rien au hasard : elle trouve son origine dans les investissements que la Fondation Rockefeller réalisa à Lyon entre 1922 et 1940, puisqu'elle finança la construction de l'école d'infirmières à hauteur de 50 % (160 000 \$ de l'époque) et celle de la Faculté à 70% (800 000 \$). Ces réalisations sont le fruit d'une coopération active entre la fondation Rockefeller et les acteurs lyonnais, un processus qu'il est tentant, à première vue, d'interpréter en termes d'américanisation, d'impérialisme et de diffusion unilatérale d'un modèle, en suggérant que la Fondation, placée en position de force par l'importance de ses moyens financiers, accompagna son soutien d'une mainmise technique et idéologique sur le projet ; il serait également tentant de supposer les récipiendaires lyonnais en situation de faiblesse du fait de leur position de demandeur, et par là enclins à opposer une « résistance » à l'introduction de principes, de catégories et d'outils venus d'outre-Atlantique, en cherchant à les détourner de leur objectif. Si les rapports de domination ne sont pas absents, loin s'en faut, de cette histoire, une analyse au plus près du terrain permet de mettre en lumière la constitution et l'évolution d'un réseau philanthropique franco-américain qui témoigne de la densité des circulations transatlantiques, de la fréquence des contacts et de la longueur des négociations qui aboutissent à la concrétisation des projets évoqués plus haut. En suivant ce tissu complexe de circulations et de connexions, on constate non seulement que les philanthropes américains tâtonnent longtemps avant de formaliser leurs projets, mais aussi que leurs interlocuteurs français participent pleinement à cette formalisation et à sa mise en œuvre. En bref,

bien plus qu'à l'exportation par les Américains d'un projet entièrement conçu dans le huis clos des bureaux de la fondation Rockefeller à New York, on assiste à une coproduction qui se cristallise dans ce tissu complexe de circulations, de contacts et de négociations transatlantiques amorcé au cours de la Première guerre mondiale et se poursuivi pendant l'entre-deux-guerres. Il aboutit à ce qui constitue sans doute la première ébauche en France d'un pôle biomédical et sanitaire dont le Pôle Santé Rockefeller est à bien des égards l'héritier¹.

Rencontre transatlantique

Lorsque la guerre éclate en août 1914, le gouvernement américain reste à l'écart d'un conflit qui est à ses yeux purement européen. Pourtant, la dureté de l'affrontement et les énormes pertes humaines qui en résultent déclenchent rapidement un élan de sympathie dans la population américaine. Il se traduit par la mobilisation logistique et financière de la philanthropie sous toutes ses formes, depuis les initiatives individuelles jusqu'à celles de grandes organisations comme la Croix Rouge Américaine, la Fondation Rockefeller ou l'Armée du Salut, en passant par la création de structures *ad hoc* qui coordonnent la levée de fonds ou l'acheminement de denrées alimentaires et de vêtements, comme la Commission for Relief in Belgium. Dès le printemps 1915, au moins 75 œuvres caritatives en faveur des seuls Français ont vu le jour sur le territoire américain². La plupart de ces organisations se préoccupent de secours d'urgence, mais certaines souhaitent aussi s'attaquer de manière préventive et structurelle aux problèmes sanitaires. C'est le cas notamment de la Croix Rouge Américaine ou de la Fondation Rockefeller. Cette dernière a mis sur pied une War Relief Commission dès la fin de 1914 et, trois ans plus tard, crée une Commission pour la Prévention de la Tuberculose en France qui

¹ Pour une analyse plus développée, voir Pierre-Yves Saunier et Ludovic Tournès, « Philanthropies croisées : A joint venture in Public Health at Lyon (1918-1940) », *French History*, juin 2009, p. 216-240.

² Evelyne Diebolt et Jean-Pierre Laurent, *Ann Morgan. Une Américaine en Soissonnais (1917-1952). De l'Aisne dévastée à l'action sociale*, Soissons : ARSAM, 1990.

débarque en juillet 1917 pour mener une grande campagne prophylactique afin d'endiguer cette maladie alors endémique en France et aggravée par le conflit. De telles initiatives se conjuguent avec celles du mouvement hygiéniste français, qui mène depuis la fin du XIXe siècle une action importante en matière de lutte contre la tuberculose ou de protection de l'enfance au niveau local³.

A Lyon, c'est une nébuleuse en pleine activité que rencontrent les émissaires des organisations américaines. L'activité caritative, depuis longtemps une des valeurs identitaires de la bourgeoisie locale⁴, se manifeste en particulier dans deux domaines ouverts ou réactivés par la guerre : le secours aux blessés et réfugiés, et la lutte contre la tuberculose. La grande bourgeoisie industrielle et bancaire lyonnaise est très impliquée dans ces deux secteurs. C'est le cas, entre autres, de la famille Gillet, grande dynastie locale de l'industrie textile, qui patronne depuis la fin du XIXe siècle de nombreuses initiatives en matière de lutte contre la tuberculose, comme celles du professeur Jules Courmont, créateur en 1905 du premier dispensaire de la région. Deux ans auparavant, Edmond Gillet, qui codirige avec son père Joseph les établissements du même nom, a épousé Léonie Motte, issue d'une des grandes familles de l'industrie textile du Nord de la France. Léonie va approfondir l'implication des Gillet dans l'action sanitaire et sociale, en particulier lorsque la guerre éclate : elle participe à la direction de la Société de Secours aux Blessés Militaires, une des sociétés françaises de la Croix Rouge, organise à Lyon la logistique des hôpitaux auxiliaires ; en 1917, elle fonde le Secours aux Rapatriés.

Outre la présence d'un patronat réceptif aux problèmes sociaux et sanitaires, on notera à Lyon l'existence d'un milieu médical bien au fait des activités de la philanthropie américaine : plusieurs médecins connaissent les largesses de la famille Rockefeller au bénéfice de la recherche médicale. Notamment ceux qui sont restés en contact avec leur condisciple et ami Alexis Carrel, prix Nobel de médecine en

³ Lion Murard et Patrick Zylberman, *L'hygiène dans la République La santé publique en France, ou l'utopie contrariée 1870-1918*, Paris, Fayard, 1996 ; Catherine Rollet-Echalier, *La politique à l'égard de la petite enfance sous la III^e République*, Paris : INED-PUF, 1990 ; Dominique Dessertine et Olivier Faure, *Combattre la tuberculose*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 1988.

⁴ Pierre-Yves Saunier, *L'esprit lyonnais XIXe-XXe siècle. Genèse d'une représentation sociale*, Paris, CNRS Editions, 1995, ch. 1 et 2.

1912, et qui depuis 1906 travaille au Rockefeller Institute for Medical Research de New York. Son camarade d'internat Jean Lépine, professeur à la faculté de médecine de Lyon, le revoit chaque été ; ses collègues René Leriche et Georges Mourriquand lui ont rendu visite aux Etats-Unis en 1913, et le professeur Paul Courmont –frère de Jules– a visité l'Institut en 1908 lors du Congrès de Tuberculose de Washington. Quant aux Gillet, ils connaissent bien le continent nord-américain : comme de nombreux rejetons des dynasties industrielles⁵, Edmond a passé un an à New York en 1894-1895, y est retourné avec son épouse en 1907 et 1908 ; tous deux parlent anglais et entretiennent de nombreuses relations avec des Américains.

Enfin, si la rencontre s'opère entre le milieu lyonnais et la philanthropie américaine, c'est aussi parce qu'il existe dès avant la guerre un langage commun aux milieux hygiénistes français et américains. Leurs membres poursuivent des projets similaires et échangent, au fil des congrès, des voyages d'études ou des correspondances, des points de vue, des méthodes et des idées⁶. Ainsi le grand projet de créer une médecine sociale et préventive est familier à nombre de médecins lyonnais parmi lesquels Lépine et Courmont, et se trouve au centre des préoccupations des grandes organisations que sont la Croix Rouge Américaine ou la Fondation Rockefeller. Education sanitaire de la population, création de dispensaires, suivi à domicile des malades, création d'un corps d'infirmières professionnelles⁷, enregistrement statistique des patients, sont autant d'éléments d'une grammaire transatlantique de l'action sanitaire bien avant 1914. Notons également que les Gillet et la famille Rockefeller partagent des principes d'action sociale reposant sur des intérêts bien compris, les initiatives dans le domaine sanitaire étant à la fois un aspect du devoir social et religieux, un outil de paix sociale

⁵ Bernadette Angleraud et Catherine Pellissier, *Les dynasties lyonnaises : des Morin-Pons aux Mérieux du XIXe siècle à nos jours*, Paris, Perrin, 2003, p. 269-273.

⁶ Anne Rasmussen, « L'hygiène en congrès (1852-1912) : circulations et configurations internationales », Patrice Bourdelais (dir.) *Les hygiénistes. Enjeux, modèles et pratiques (XVIIIe-XXe siècles)*, Paris, Belin, 2001, p. 213-239.

⁷ Susan Reverby, *Ordered to care : the dilemma of American nursing 1850-1945*, Cambridge University Press, 1987 ; Katrin Schultheiss, *Bodies and souls. Politics and the professionalization of nursing in France 1880-1922*, Harvard University Press, 2001.

et un instrument de gestion de la main d'œuvre industrielle. Ces horizons communs aux différents acteurs vont largement contribuer à faciliter leur rencontre.

La Croix Rouge américaine et la protection de l'enfance

La première organisation américaine à nouer des contacts avec les Lyonnais est l'American Red Cross. Arrivé en France à l'été 1917, le responsable de son *Infant Welfare Unit*, le professeur de pédiatrie William P. Lucas, entreprend un tour du pays pour identifier des lieux où pourrait se déployer son programme de soins et de prévention destiné aux enfants⁸. En septembre il est à Lyon, à la recherche d'un hôpital pour installer les enfants rapatriés convalescents qui, après un transit par la Suisse, affluent à Evian à raison de deux trains par jour. Jean Lépine, professeur à la Faculté de Médecine et administrateur des Hospices Civils de Lyon, lui fournit le local espéré, et le met en relation avec Léonie Gillet qui de son côté a commencé à organiser l'accueil des rapatriés. A la suite de cette première opération réussie, Lucas lance une campagne contre la mortalité infantile au cours de l'hiver 1917-1918. A Lyon, elle comporte trois volets : une grande exposition éducative tenue en avril 1918 sur la principale place de la ville, la création d'un corps d'infirmières visiteuses de l'enfance pour suivre les mères et les nourrissons à domicile sous la direction d'une infirmière américaine, et la coordination des diverses œuvres lyonnaises de la protection de l'enfance. Jean Lépine contribue à mobiliser les personnels et institutions médicales autour de ces thèmes, en relayant les propositions du Dr Lucas auprès des Hospices et en organisant le soutien des spécialistes médicaux de l'enfant à ces initiatives. Il obtient le patronage des Hospices pour l'ensemble du projet, qui inclut la mise à disposition de professeurs pour la formation des visiteuses, dont Lépine lui-même, mais aussi les docteurs Mourriquand et Chatin, ancien professeur de l'Ecole d'Infirmières des Hospices et cousin par alliance de Léonie Gillet. Cette dernière met son réseau d'œuvres

⁸ June Richardson Lucas, *The Children of France and The Red Cross*, New York, Frederick A. Stokes Company Publishers, 1918.

personnelles et familiales au service du projet, notamment pour convaincre les œuvres privées de coordonner leur activité.

C'est donc autour de la protection de l'enfance que se noue un lien fort entre la Croix Rouge américaine et ses partenaires lyonnais, lien qui se solidifie à l'automne 1918. Alors que le conflit se termine, les Américains préparent leur retrait du terrain français et tentent de favoriser la pérennité de leurs entreprises, tant en matière de formation des infirmières que de renforcement du travail des dispensaires, de coordination des oeuvres privées et publiques ou encore de création d'hôpitaux pour enfants⁹. Après s'être entretenu avec Jean Lépine et Léonie Gillet, Lucas promet un don minimum de 200 000 francs, et jusqu'à un million de francs en fonction des fonds recueillis par l'initiative locale. L'affaire est rondement menée : en décembre 1918 est constitué un comité d'organisation où voisinent la banque protestante et l'industrie catholique, les médecins et les hommes d'affaires ; la souscription lyonnaise est close le 11 février 1919 au montant de 820 000 francs; le 28 février a lieu à la Chambre de Commerce de Lyon une grande réunion publique où sont exposés le bilan de l'oeuvre de guerre et les bases pour une « Fondation Franco-Américaine pour l'Enfance à Lyon » dont le Conseil d'Administration tient sa première réunion le 16 avril. Lors de toutes ces étapes, Lépine et la famille Gillet ont mobilisé leurs ressources sociales et financières : les Gillet sont présents dans le comité d'organisation et ont donné une part importante des fonds de la souscription, les docteurs Chatin et Lépine ont animé les réunions publiques et les séances de travail, Léonie Gillet a travaillé avec les œuvres privées. Tous trois jouent les premiers rôles dans la nouvelle Fondation : Lépine en est le président effectif, Chatin le directeur médical et Léonie Gillet dirige le Comité des Dames qui coordonne l'action de terrain¹⁰.

Jean Lépine (1876-1967)

⁹ Auguste Croze et David Cigalier, *Les Hospices Civils de Lyon de 1900 à 1925*, Lyon, Editions du Fleuve, 1927.

¹⁰ Archives des Hospices Civils de Lyon, L 168, « Associations-Fondation Franco-Américaine ».

Homme de réseaux par excellence, Jean Lépine vient au monde doté d'un capital social à la fois fort et diversifié : sa mère est issue de la famille Dolfuss-Mieg, l'une des grandes dynasties de l'industrie textile lyonnaise ; son père, professeur à la faculté de médecine, est également une figure du milieu républicain local (ami de Gambetta, conseiller municipal, président de la section lyonnaise de la Ligue des Droits de l'Homme, dreyfusard). Jean Lépine embrasse également la carrière médicale : en 1913, il est nommé professeur de clinique des maladies mentales et nerveuses et succède à son père au poste d'administrateur des Hospices Civils de Lyon, où il révèle ses qualités d'organisateur. En 1920, il est élu doyen de la faculté de médecine, poste qu'il occupera jusqu'en 1943. Au cours de l'entre-deux-guerres, il joue un rôle déterminant dans la restructuration du paysage médical lyonnais, jouant de ses réseaux locaux, nationaux et internationaux (Croix rouge américaine, fondation Rockefeller) pour créer la Fondation franco-américaine pour l'enfance, accélérer la désaffectation des vieux hôpitaux du centre-ville, restructurer le cursus des études médicales, organiser un hôpital pour enfants, construire une nouvelle faculté de médecine, créer une école d'infirmières et contribuer à la mise en route du nouvel hôpital de Grange Blanche (aujourd'hui hôpital Edouard Herriot). Il siège aussi au Conseil Supérieur de l'Instruction Publique, ainsi qu'au Comité Consultatif de l'Enseignement Supérieur Public, et est présent dans les sociétés savantes nationales (Académie de Médecine, Académie des Sciences Morales et Politiques). Retiré à Nice en 1946, il devient le premier adjoint au maire Jean médecin, en charge de l'enseignement, jusqu'en 1965.

Une école d'infirmière modèle pour la France et l'Europe

C'est dans ce contexte favorable que se développe l'activité de la fondation Rockefeller, deuxième organisation américaine à intervenir sur le terrain lyonnais. Sa Commission pour la Prévention de la Tuberculose en France a débarqué en juillet 1917, peu après les premiers contingents de soldats américains (les Etats-Unis ont déclaré la guerre à l'Allemagne en avril), et a lancé une campagne de prophylaxie antituberculeuse qui s'étend rapidement à l'ensemble du territoire. Alors que

l'opération est prévue pour s'achever en 1922, la fondation Rockefeller réfléchit aux moyens de poursuivre sa politique en France et en Europe dans le domaine de la santé publique, notamment dans le domaine de la formation des infirmières. Comme la Croix Rouge Américaine, elle cherche des lieux pour mettre en place des expérimentations pilotes destinées à être généralisées en cas de résultats satisfaisants. Lyon va progressivement devenir une plaque tournante du programme infirmier européen de la fondation, en raison des effets conjugués de l'activisme de ses *officers* et des sollicitations répétées du milieu local lyonnais. Dans ce processus, le travail de réseau sur le terrain local joue un rôle fondamental.

Les initiatives d'Elisabeth Crowell sont ici particulièrement importantes. Cette infirmière recrutée par la fondation Rockefeller pour participer à la Commission pour la Prévention de la Tuberculose en France, organise dans plusieurs villes des cours de formation pour infirmières « visiteuses d'hygiène », puis, élargissant ses objectifs, envisage dès 1919¹¹ la mise en place d'un programme de formation des infirmières françaises. La direction de la Rockefeller, pour l'heure soucieuse de clore son programme antituberculeux en France, ne donne d'abord pas suite, avant de céder aux sollicitations du milieu infirmier américain dont les chefs de file insistent sur la nécessité de développer une politique de formation des infirmières, tant aux Etats-Unis que dans le reste du monde. Le caractère dramatique de la situation sanitaire en Europe précipite sa décision, dans un contexte où le typhus et la grippe espagnole, pour ne citer qu'eux, font rage sur une partie du continent et soulignent la pénurie de personnel sanitaire. En juin 1920, le *Board of Trustees* de la fondation envoie donc en Europe son secrétaire général Edwin Embree, et entérine quelques mois plus tard le memorandum¹² dans lequel il préconise de soutenir le développement d'un corps d'infirmières professionnelles formées dans des écoles spécialisées selon les standards de la médecine moderne. C'est Elisabeth Crowell,

¹¹ Embree à Williams, 23 Septembre 1919, Rockefeller Foundation Archives, Pocantico Hills, Record Group 1.1, Series 500C, Box 9, Folder 97 (ci-après RF 1.1/500C/9/97) ; Memorandum on training schools for public health visitors in France, 1920, RF 1.1/500C/10/108.

¹² Executive Committee meeting, 26 Octobre 1920, RF 1.1/700/19/137.

présente depuis 1917 sur le territoire français, qui est chargée de mettre en musique le volet européen du projet¹³.

Lors de l'étape lyonnaise de son tour de France, celle-ci entre en contact avec Jean Lépine et Léonie Gillet. La dynamique nationale est favorable puisqu'en juin 1922 a été créé un diplôme d'Etat d'infirmière, au terme d'un processus auquel ont participé les représentants de la Croix Rouge Américaine et ceux de la Fondation Rockefeller ; les signaux locaux sont également au vert puisque la municipalité de Lyon veut profiter de la création de ce diplôme pour regrouper tous les acteurs impliqués dans la formation des infirmières dans une seule école généraliste, alors que la ville de Lyon compte trois écoles spécialisées. Les projets de Crowell rencontrent ainsi ceux de Lépine et de Gillet, tous deux impliqués dans la formation des infirmières depuis les années 1900. Lépine, devenu en 1920 Doyen de la faculté de médecine, est un personnage incontournable, lui seul pouvant permettre à la nouvelle école d'obtenir à la fois le patronage des Hospices et l'association à l'Université, éléments indispensables à sa logistique et à sa légitimité¹⁴. Crowell va donc s'appuyer sur lui pour réaliser ses projets : elle lui promet d'emblée un don de 100 000 francs pour financer l'équipement et la prise en charge des salaires des enseignants de la nouvelle école, ainsi que le soutien ultérieur de la Fondation. Immédiatement après avoir reçu le chèque et la lettre qui précise les conditions de l'aide américaine, Lépine convoque une réunion début décembre 1922 et obtient la fusion des écoles existantes malgré de nombreuses réticences. Fort du soutien rockefellerien, il est choisi pour présider le bureau provisoire qui travaille à l'élaboration des statuts, puis à la mise en route de l'école¹⁵.

La coopération entre Crowell, Lépine et Gillet tourne alors à plein régime, le *triumvirat* multipliant les rencontres et les consultations pour mettre au point l'organisation administrative et didactique de l'école. Processus que vient couronner en juillet 1923 la nomination d'une directrice, Hélène Mugnier, ancienne infirmière

¹³ Elizabeth D. Vickers « Frances Elizabeth Crowell & the Politics of Nursing in Czekoslovakia after the First World War », *Nursing History Review*, 1999, 7, p. 67-96.

¹⁴ Memorandum Crowell, 20 novembre 1922, Gunn à Rose 20 novembre 1922, RF 5.2/145/1915.

¹⁵ Archives de l'Ecole d'infirmières Rockefeller de Lyon, dossier « reconnaissance d'utilité publique. Création de l'Ecole ».

dans un dispensaire de la Commission pour la Prévention de la Tuberculose et *fellow* de la Fondation Rockefeller au University College London Hospital depuis l'été 1922. Cette logique de réseau transatlantique permet au projet de bénéficier d'un soutien logistique croisé : les premiers financements de l'École viennent de la Fondation et des milieux philanthropiques lyonnais (Caisse d'Épargne, Fondation Franco-Américaine, dons personnels de Léonie Gillet). À l'automne 1923, l'ouverture de l'école coïncide avec le lancement par la Fondation Rockefeller d'un programme ambitieux de développement de l'enseignement infirmier dans toute l'Europe. Dans cette perspective, l'école de Lyon est appelée à devenir un des centres stratégiques à partir duquel la Fondation envisage de promouvoir une nouvelle conception de la formation et du travail de l'infirmière.

De fait, entre 1922 et 1938, la Fondation soutient financièrement l'école : elle participe à la construction de son bâtiment (achevé en 1933) à hauteur de 50% des coûts de construction, accorde des *fellowships*¹⁶ à l'étranger pour 17 infirmières membres du personnel d'encadrement, finance la mise en place d'équipements (cuisine diététique, internat, salles de démonstration, dispensaire), prend en charge les salaires de la direction de l'école, et accorde des aides d'urgence pour résorber les déficits budgétaires. Ce soutien est capital puisque entre 1922 et 1934, la Fondation contribue pour chaque année à une part équivalente à 40% au moins des recettes de l'école¹⁷, un apport indispensable étant donné l'absence de soutien régulier des pouvoirs publics locaux et nationaux. Mais la participation rockefellerienne ne se limite pas au domaine financier : les liens tissés entre Elisabeth Crowell et ses assistantes d'une part, et leurs interlocuteurs lyonnais d'autre part, se poursuivent jusque dans l'administration quotidienne de l'école. Si les Américaines sont l'œil de la Fondation au sein de l'école et veillent à ce que l'argent versé soit utilisé conformément aux objectifs définis, elles sont aussi des infirmières de profession qui partagent les préoccupations de leurs consœurs françaises. Leur rôle est à la fois technique et humain : elles visitent les *fellows* lyonnaises sur leurs

¹⁶ Ludovic Tournès, « Les élites françaises et l'américanisation : le réseau des boursiers de la fondation Rockefeller (1917-1970) », *Relations internationales*, n° 116, novembre-décembre 2003, p. 501-513.

¹⁷ RF Minutes, 23 février 1927 ; formulaire d'attribution de bourse, 19 juin 1934, RF 1.1/500C/10/105.

lieux d'études, envoient aux directrices et monitrices lyonnaises de la documentation sur les écoles américaines, hongroises, polonaises, bulgares ou brésiliennes, leur écrivent pour prendre des nouvelles, les reçoivent régulièrement dans leur bureau et domicile parisiens, et viennent régulièrement à Lyon pour rencontrer Lépine et Gillet aussi bien que pour travailler avec le personnel de direction et d'enseignement. Leur activité touche à tous les aspects de la vie de l'école, et témoigne de la profondeur de l'implication rockefellerienne dans l'établissement : Crowell se préoccupe aussi bien des emplacements des brûleurs sur le nouvel équipement de la cuisine que des plans du nouveau bâtiment qu'elle étudie régulièrement avec Lépine, le comité d'administration de l'Ecole et l'architecte. Sa collaboratrice Hazel Goff passe plusieurs semaines à l'Ecole en 1929 pour remplacer la directrice malade et réorganiser l'enseignement théorique en souffrance. Une autre adjointe de Crowell, Mary Tennant, demeure des semaines entières sur place pour mettre en place le dispensaire de l'Ecole. Toutes sont régulièrement présentes pour les sessions d'examen du diplôme d'Etat d'infirmière, et échangent sans cesse avec étudiantes, monitrices, directrices et membres du conseil d'administration de l'école de Lyon.

Cette collusion entre *officers* rockefelleriens et bénéficiaires, unis dans la mise en œuvre d'un programme dont ils souhaitent tous, pour des raisons différentes, démontrer l'efficacité aux *trustees* de la Fondation (les uns pour prouver à leurs supérieurs hiérarchiques le bien-fondé de leurs initiatives, les autres pour voir leur subvention reconduite), n'empêche pas pour autant décalages et conflits. La solidarité qui s'est établie entre Lépine et Crowell a en effet ses limites, en particulier lorsqu'il s'agit de savoir qui, de la directrice de l'école ou du Doyen de la Faculté de Médecine et président du conseil d'administration de l'école, détient le véritable pouvoir. Si Lépine partage les principes de formation professionnelle portés par la Fondation Rockefeller, il n'endosse pas pour autant le corollaire féministe introduit par Crowell, celui qui pose la profession infirmière comme un des terrains professionnels où les femmes pourraient trouver les ressources de l'émancipation sociale. Après la création de l'école, Crowell et ses collaboratrices ne cesseront de faire en sorte que la direction et la directrice puissent piloter l'école de manière autonome, mais cette tentative butera systématiquement contre la réalité des rapports sociaux de sexe, et contre les hiérarchies sociales et universitaires. Mugnier est bridée par le conseil d'administration, et d'abord par son Comité des Dames où domine la figure de Léonie Gillet, mais aussi et surtout par Lépine, qui intervient dans

tous les domaines, manifestement persuadé qu'une femme ne peut tenir un rôle de direction dans le contexte masculin du monde hospitalier et médical, où l'infirmière est unanimement considérée par les professeurs comme devant se cantonner au rôle d'auxiliaire dévouée. Ses agissements aboutiront à la brouille définitive avec Crowell en 1938¹⁸. L'école a alors atteint un rythme de croisière, mais n'est sans doute pas devenue cette école modèle à l'échelle européenne dont rêvait la Rockefeller ; ce relatif échec au regard des ambitions initiales de la fondation n'est cependant pas la conséquence, comme on pourrait être tenté de le croire, d'un « refus » des acteurs locaux devant l'importation d'un modèle « américain » dont ils ne voulaient pas, mais plutôt le résultat de l'état des rapports sociaux de sexe dans la société française, et plus particulièrement le monde médical, de l'entre-deux-guerres.

Elisabeth Crowell (1874-1950)

Après des études secondaires dans une pension catholique de l'Ohio (où elle a appris le français, l'allemand et l'italien), Elisabeth Crowell se forme au métier d'infirmière à partir de 1893 à l'hôpital du grand ordre hospitalier catholique des Sœurs de la Charité, à Chicago. Elle est ensuite Superintendante des infirmières dans un hôpital privé de Floride dont elle est co-proprétaire avec des médecins. En 1905, on la retrouve dans les milieux de la réforme urbaine à New York (notamment le *Henry Street Settlement*) où elle travaille à l'installation de dispensaires antituberculeux et à la formation des infirmières. Lorsque la fondation Rockefeller met sur pied la Commission pour la Prévention de la Tuberculose en France (1917-1922), elle l'engage pour superviser le volet infirmer de la campagne sanitaire (recrutement d'infirmières visiteuses d'hygiène, créations d'écoles). Puis en 1924, elle devient responsable de l'ensemble du programme européen de formation des infirmières monté par la Rockefeller, fonction qu'elle occupe jusqu'en 1940. A ce titre, elle voyage dans toute l'Europe (France, Grande-Bretagne, Yougoslavie, Pologne, Tchécoslovaquie, Autriche, Allemagne, Italie...) et joue un rôle important dans la structuration de la profession d'infirmière ainsi que dans la mise en contact des

¹⁸ Crowell à Lépine, 3 janvier 1938, RF 1.1/24/272.

milieux infirmiers européens et Américains. Installée en Italie à sa retraite, elle reprend du service pour l'United Nations Relief and Rehabilitation Agency à la fin de la Deuxième guerre mondiale, puis reste en Italie jusqu'à son décès.

Le premier centre hospitalo-universitaire ?

L'autre butte-témoin de notre *joint venture* transatlantique est la faculté de médecine, édiflée avec l'argent américain entre 1928 et 1930. Au lendemain de la Première guerre mondiale, la Rockefeller a voulu promouvoir en Europe une refonte de l'enseignement et de la recherche en médecine, en favorisant la mise en place de pôles médicaux intégrant faculté de médecine, hôpitaux et laboratoires de recherche médicale, et en poussant médecins et professeurs à couper avec la pratique libérale de la médecine au bénéfice d'une activité de recherche. Un tel programme a commencé à être mis en œuvre aux Etats-Unis dès 1915 par des aides sélectives à certaines universités de la côte Est¹⁹. C'est pour étendre ce programme encore fragile hors du continent nord-américain que la fondation crée en 1919 une *Division of Medical Education*. Nombre de professeurs et médecins Lyonnais se reconnaissent des affinités avec ce modèle d'organisation, largement inspiré de l'organisation allemande ; c'est le cas de Lépine, tout acquis à la posture de la médecine expérimentale et dont le père, plus assidu à la paillasse qu'au cabinet, avait étudié la médecine en Allemagne. Ces références partagées vont grandement faciliter l'élaboration d'un projet lyonnais.

Lyon semble être apparue dès 1921 sur l'écran radar de la Fondation, alors que celle-ci tentait d'identifier des terrains européens propices à son action en matière d'enseignement médical. Le chirurgien lyonnais René Leriche raconte avoir été invité à la Fondation au printemps de 1921, durant un voyage aux Etats-Unis, pour savoir s'il accepterait de prendre la tête de la création d'une Ecole de Médecine

¹⁹ Thomas N. Bonner, *Becoming a physician : Medical Education in Britain, France, Germany and the United States, 1750-1945*, New York, Oxford University Press, 1995 ; Steven Wheatley, *The politics of philanthropy : Abraham Flexner and medical education*, Madison, University of Wisconsin Press, 1988.

à Lyon²⁰. Tout en expliquant à ses interlocuteurs que l'on ne pouvait créer de toutes pièces une faculté privée en France, il pointa l'opportunité ouverte à Lyon par la construction d'un nouvel hôpital et la présence d'un « Doyen actif et novateur ». Au début de l'année 1922, un nouvel émissaire rockefellerien, Abraham Flexner, est en Europe pour étudier les possibilités d'aide à la recherche médicale en Europe²¹ ; il fait le crochet par Lyon, où Leriche lui fait visiter le chantier de l'hôpital qui vient de commencer dans le quartier de Grange Blanche, et le présente au « Doyen actif et novateur » qui n'est autre que Jean Lépine.

Lépine, qui lui-même est à la recherche de moyens pour développer la faculté de médecine, comprend immédiatement le potentiel de ce premier contact. La construction de l'hôpital annonce en effet une réorganisation de fond et de forme dans l'enseignement médical lyonnais (l'hôpital doit concentrer les cliniques universitaires). Lépine sait aussi que la Fondation Rockefeller a les moyens financiers pour soutenir des projets de grande ampleur, dont certains sont déjà engagés aux Etats-Unis, à Londres ou à Bruxelles. Il a également compris, instruit par l'expérience de la Fondation Franco-Américaine, que le soutien américain est conditionné par la capacité des acteurs locaux à mobiliser des ressources sur place. Ces anticipations sont clairement exprimées dans le courrier qu'il écrit, immédiatement après la visite de Flexner, à la Fondation Scientifique du Sud-Est, une institution fondée dès 1917 (donc avant l'intervention rockefellerienne) par un *pool* d'industriels lyonnais emmenés par Joseph Gillet et son fils Edmond pour financer des initiatives dans le domaine de l'enseignement et la recherche scientifique. Lépine demande à cette dernière de soutenir son entreprise, mais également de jouer le rôle d'intermédiaire entre la Rockefeller et le ministère de l'Instruction Publique, dans l'hypothèse où viendrait à se concrétiser un financement américain à la faculté de médecine²².

La connexion entre le projet et infirmier et celui de la faculté de médecine s'avère alors cruciale. Les *trustees* de la fondation Rockefeller considèrent en effet

²⁰ René Leriche, *Souvenirs de ma vie morte*, Paris, Le Seuil, 1956, p.195.

²¹ Abraham Flexner, *Medical education ; a comparative study*, New York, The Macmillan Co., 1925.

²² Archives de la Faculté de Médecine, Lyon, Lépine à la Fondation Scientifique du Sud-Est, 14 janvier 1922.

que la synergie entre faculté de médecine, hôpital et école d'infirmières doit constituer le fil conducteur de leurs actions de soutien à l'enseignement médical²³, comme cela a été le cas en Chine, où le Peking Medical Union College, construit grâce à l'argent rockefellerien, a été inauguré en septembre 1921. Cet élément fait partie de la feuille de route donnée par le *Board of Trustees* à Edwin Embree et Elisabeth Crowell qui poursuivent alors leurs investigations européennes. Le terrain lyonnais, qui offre un potentiel important dans ces trois domaines, en est indirectement valorisé, et les *officers*, tout comme Lépine et Gillet, comprennent que les chances de réussite du projet d'école d'infirmières sont liées au projet de faculté de médecine, et inversement. Mais il faut pour cela convaincre la hiérarchie de la fondation (*trustees* et directeurs de divisions) que Lyon est un terrain favorable pour réaliser un complexe médical correspondant à ses critères.

La complicité des quatre personnages se matérialise à l'automne 1923 lors d'un voyage d'Embree et Crowell à Lyon, à l'occasion de l'inauguration de l'école d'infirmières. Ils abordent alors avec Lépine la question de l'enseignement médical (bien que celui-ci ne fasse pas partie de leurs attributions dans l'organigramme de la fondation) et lui demandent des informations détaillées sur la situation de la Faculté, afin de mettre en valeur le terrain lyonnais auprès du directeur de la *Division of Medical Education*, Richard Pearce, qui va bientôt entreprendre une grande enquête en France. Lépine s'exécute et fournit trois memoranda où il décrit, suivant leurs conseils, la situation lyonnaise en des termes habilement choisis : il présente sa propre trajectoire et la fidélité familiale à la médecine expérimentale, fournit des données chiffrées sur la Faculté et décrit le contexte lyonnais en mettant en avant l'importante infrastructure hospitalière lyonnaise, l'ouverture internationale de son corps universitaire et enfin et surtout le dynamisme de la philanthropie locale. Il évoque pour finir la possibilité de créer à Lyon « un centre médical complet », souscrivant ainsi aux critères des *trustees*... qu'il est censé ignorer²⁴ ! Crowell et Embree acheminent le rapport à Pearce, en promettant par ailleurs d'attirer l'attention des *trustees* sur l'opportunité lyonnaise. La connivence est assez patente pour que Crowell conclue ainsi l'épisode : « et maintenant il faut que je disparaisse

²³ Vincent à Williams, 2 août 1921, RF 1.1/500/9/97.

²⁴ Lépine à Crowell, 16 septembre 1923, RF 1.1/500/3/27.

de cette affaire même, et que personne qui puisse venir plus tard de la part de la Fondation ne sache jamais le rôle infime que j'y ai joué²⁵ ».

Lorsque Pearce commence en 1924 son exploration des possibilités de financement d'un pôle médical en France, Lyon est donc déjà dans son viseur. Il rencontre Lépine à plusieurs reprises entre décembre 1924 et mars 1925²⁶, et son rapport final aux *trustees* reprend les arguments présentés par Lépine dans les documents transmis l'année précédente. Les pourparlers effectifs en vue du financement d'un nouveau bâtiment pour la faculté de médecine commencent peu après, Lépine s'imposant *de facto* comme l'interlocuteur majeur de la Fondation. Le projet de cette dernière va bien au-delà de la construction d'un nouveau bâtiment : il s'agit de profiter de cette construction pour promouvoir une réorganisation de l'enseignement médical à Lyon, en systématisant la relation des enseignants et des étudiants avec le travail de recherche en laboratoire d'une part et avec l'hôpital d'autre part²⁷. Un tel projet immobilier et universitaire met en branle tous les rouages de l'Université de Lyon, des Hospices Civils, du Parlement, du ministère de l'Instruction Publique et de l'Etat français, qui doit financer le reste des travaux de la nouvelle Faculté. Lépine, de par ses relations sociales personnelles et familiales et du fait de ses positions institutionnelles, peut activer toutes les connexions nécessaires : Doyen de la faculté, il siège également au Conseil Général d'Administration des Hospices Civils et au Comité Supérieur de l'Education du Ministère de l'Instruction Publique. Il connaît aussi de longue date, du fait de leur collaboration dans les réseaux républicains et dreyfusards, le maire de Lyon Edouard Herriot, ou encore des parlementaires lyonnais comme Justin Godart, mais aussi le recteur de l'université de Lyon Jacques Cavalier, qui devient en 1926 directeur de l'Enseignement Supérieur au Ministère de l'Instruction Publique alors dirigé par Herriot. Enfin, par l'intermédiaire de son oncle, l'ancien Préfet de Police de Paris Louis Lépine, il dispose d'un réseau de relations au plus haut niveau de l'Etat français.

²⁵ Crowell à Lépine, 9 octobre 1923, RF 1.1/500/3/27.

²⁶ Pearce diary, 20 janvier 1925, RF 12.1.

²⁷ Pearce à Gregg, 28 juillet 1925, RF 1.1/500/3/27.

On se tromperait pourtant là encore en pensant que la négociation s'est déroulée sous la forme d'un face à face américano-français. L'assistant de Pearce, le docteur Allan Gregg, est, à partir de septembre 1925, l'interlocuteur privilégié de Lépine dans la réalisation du projet, et à ce titre chargé de faire respecter les objectifs de la Fondation²⁸. Mais son rôle est nettement plus ambivalent, comme le montre l'épisode suivant. Pearce, qui se fait une conception quasi-messianique de sa mission de réorganisation de l'enseignement médical, souhaite que les universitaires lyonnais effectuent un voyage aux Etats-Unis afin d'y observer ce qu'on appellerait aujourd'hui les « bonnes pratiques » en vigueur dans les universités américaines²⁹. Il est clair pour lui que l'aide rockefellerienne ne doit être attribuée que lorsque les universitaires français auront effectué le pèlerinage outre-Atlantique qui leur permettra de « voir la lumière » (*see the light*)³⁰, c'est à dire de comprendre vraiment ce qu'est un complexe médical ayant réalisé l'intégration de l'enseignement, du laboratoire et de l'hôpital, afin de lancer un processus de « changement radical » (*radical change*)³¹ de l'enseignement médical français. Lépine, dont la santé est fragile, rechigne pourtant à visiter la Terre Promise et veut aller au plus vite. C'est Gregg, véritable agent double, qui va dénouer la situation : le 8 septembre 1925, il rend visite à Lépine à Lyon et lui explique que sans voyage, il est inutile d'espérer une subvention. Dès le lendemain, le Doyen fait part de cette conversation à Jacques Cavalier, qui s'apprêtait justement à effectuer une demande officielle de financement à la Fondation Rockefeller pour effectuer des études préliminaires. Lépine lui explique alors que si les *officers* tels que Gregg souhaitent, comme les acteurs lyonnais, aller de l'avant dans la réalisation du projet, le *Board of Trustees* de la Fondation, en revanche, est moins pressé et qu'il « ne comprendrait pas que nous fissions une demande avant que j'aie accompli ce premier rite et reçu en quelque sorte les instructions et démonstrations que l'on se propose de me faire là-bas sur l'excellence de leur méthode. Il faudrait donc que je sois en quelque sorte touché de

²⁸ William H. Schneider, « The model American Foundation Officer : Alan Gregg and the Rockefeller Foundation Medical Divisions », *Minerva*, 41, 2003, p. 155-166.

²⁹ Pearce à Carter, 20 Janvier 1925, RF 1.1/500/3/27.

³⁰ Pearce à Gregg, 25 mai 1925, *Id.*

³¹ Pearce à Gregg, 28 Juillet 1925, *Ibid.*

la grâce par ce voyage et que nos propositions en soient inspirées³² ». Lépine effectue donc en mai 1926 un périple aux Etats-Unis, à l'issue duquel il fait part à Pearce de sa conversion définitive, pour la plus grande satisfaction de ce dernier, qui note dans son journal : « L[épine] très satisfait de son travail dans ce pays. A rassemblé une quantité importante d'informations profitables. Voit maintenant clairement comment unifier faculté et hôpital et introduire l'enseignement moderne des techniques de laboratoire dans les sciences médicales³³ ». La complicité Gregg-Lépine étant identifiée, il devient difficile de faire la part de ce qui, dans les usages ultérieurs de la référence états-unienne par Lépine dans ses propos publics et de ses correspondances avec la Fondation Rockefeller, relève d'une stratégie d'exhibition de sa « conversion », et ce qui traduit une appropriation effective de méthodes d'enseignement, de formes d'organisations observés aux Etats-Unis.

Pendant ses négociations avec l'Etat français et avec la Fondation Rockefeller, Lépine peut de nouveau compter sur la famille Gillet. Le soutien d'Edmond Gillet au projet prend de multiples formes : interventions au sein des nombreuses instances où il siège (Conseil de l'Université, Conseil d'Administration des Hospices Civils, Fondation Scientifique du Sud-Est), usage de ses relations parisiennes (notamment avec le ministre Louis Loucheur, industriel du Nord et parrain de la fille de Léonie et d'Edmond), et surtout engagement personnel à superviser techniquement et financièrement l'exécution du chantier. Ce dernier point, finalisé durant l'été 1927 lors d'une série de réunions avec Gregg et Lépine, est particulièrement apprécié par la Fondation. Edmond Gillet porte d'ailleurs témoignage de ce soutien jusqu'au cœur du dispositif rockefellerien lors du voyage qu'il accomplit à New York à l'automne 1927. Là, au moment où le *Board of Trustees* prend sa décision finale, il s'engage auprès des dirigeants de la Fondation Rockefeller à ce que la Fondation Scientifique du Sud-Est gère la dotation destinée à soutenir les recherches scientifiques de la nouvelle Faculté³⁴.

La rapidité des travaux de construction de celle-ci doit par ailleurs beaucoup à l'implication de Gillet, qui soutient le travail de la commission de construction.

³² Archives Départementales du Rhône, Lépine à Cavalier, 9 Septembre 1925.

³³ Pearce Diary, 13 mai 1926, RF 12.1.

³⁴ Archives de la Fondation Scientifique de Lyon et du Sud-Est, procès verbal de la séance du 10 décembre 1931.

Ennemond Bizot, ingénieur polytechnicien et gendre d'Edmond et Léonie, négocie avec les entrepreneurs et suit le chantier au jour le jour, notamment en ce qui concerne le contrôle du délicat coulage du ciment armé. Un géomètre vérificateur des usines Gillet épiluche mémoires et factures, et les services de comptabilité des usines Gillet assurent leur règlement. Avec une telle logistique, l'affaire est vite menée à son terme : les premiers coups de pioche sont donnés en janvier 1928, et la nouvelle Faculté ouvre ses portes à la rentrée 1930, sans que les crédits de construction aient été épuisés. Par ailleurs, la Fondation Scientifique du Sud-Est reçoit bientôt la dotation en capital affectée au développement de la recherche scientifique à la Faculté de médecine, selon l'accord passé entre Gillet et la Fondation en 1927. La levée des fonds locaux s'ébauche en 1931 sous le patronage direct d'Edmond Gillet. A son décès quelques mois plus tard, 100 000 francs provenant de sa succession sont affectés à la dotation. La Fondation désormais dirigée par le frère d'Edmond continue de gérer ce fond de recherche qui sera jalousement contrôlé par Lépine jusqu'aux années 1940.

Au total, il est clair que l'évolution de l'enseignement médical à Lyon au cours de l'entre-deux-guerres doit beaucoup à la présence de la fondation Rockefeller. Cette réalisation n'est pas sans importance au plan national, car l'ensemble hôpital de Grange Blanche-faculté de médecine-école d'infirmières est, avec Strasbourg, l'un des premiers cas français d'intégration entre hôpital, éducation médicale, éducation infirmière et laboratoires de recherches. Par bien des aspects, il est l'ancêtre de ce qui deviendra la norme après la réforme de 1958, lorsque seront créés les Centre Hospitalo-universitaires, même s'il serait hasardeux de faire de ceux-ci des décalques du « modèle » inauguré à Lyon. Mais l'action rockefellerienne ne prend en aucun cas la forme d'une importation brute de méthodes de travail, de savoirs scientifiques ou de formes organisationnelles « nord-américaines » ; plus subtilement, on assiste à une coproduction qui prend forme au sein de l'espace de contact créé par les multiples voyages, rencontres, discussions et négociations entre les partenaires du projet. Et si ce processus est l'occasion pour la Fondation Rockefeller d'apposer sa patte identifiée comme « américaine » dans le paysage

médical français, ce n'est peut-être pas là où l'on s'y attendrait. Le plus grand apport « américain » est surtout d'avoir contribué à accentuer le branchement du milieu lyonnais de la santé sur les circuits internationaux de circulation des savoirs pratiques et scientifiques. C'est le cas des médecins, dont les liens avec la philanthropie Rockefeller ne vont pas cesser de se développer au cours de l'entre-deux-guerres³⁵, mais c'est également le cas des infirmières. Les jeunes diplômées de l'Ecole d'infirmières qui bénéficient d'une *fellowship* de la Rockefeller vont visiter les hôpitaux, les écoles et les dispensaires de Pologne, de Hongrie ou des Etats-Unis, tandis qu'en sens inverse, l'élite mondiale de la profession infirmière défile à Lyon, aux frais de la Fondation, pour des stages d'observation qui durent parfois plusieurs semaines. La symétrie n'est certes pas totale dans ces situations d'interactions, provoquées à dessein par Elisabeth Crowell pour accélérer la « modernisation » de la formation professionnelle des infirmières françaises et l'aligner sur des standards internationaux que la fondation Rockefeller travaille à établir à travers ses actions en Asie, en Europe et dans les Amériques (Etats-Unis inclus). Mais même lorsque les infirmières qui viennent à Lyon sont américaines, leur visite n'a pas seulement pour but d'attribuer des bons et des mauvais points aux élèves lyonnaises, mais aussi de tirer parti de leur expérience européenne : ainsi lorsque les infirmières du East Harlem Settlement de New York visitent le dispensaire d'hygiène de l'Ecole en juillet 1933, elles en louent l'intégration totale au cursus d'enseignement, fait inconnu dans les structures new yorkaises. Et lorsqu'en 1938 le New York City Department of Health tente d'imaginer un fichier de santé familial dans le cadre de la mise sur pied d'un programme généralisé de santé publique à New York, c'est au dispensaire de Lyon qu'on demande des échantillons de ses fiches³⁶. De ce point de vue, l'action de la Fondation Rockefeller n'a pas seulement contribué à « américaniser » le monde médical lyonnais, mais aussi à l'insérer dans une configuration circulatoire transnationale qui a également, de manière plus discrète, continué à « européeniser » le monde infirmier américain.

Pierre-Yves Saunier et Ludovic Tournès

³⁵ Ludovic Tournès, « Le réseau des boursiers Rockefeller et la recomposition des savoirs biomédicaux en France (1920-1970) », *French Historical Studies*, 29-1, 2006, p. 77-107.

³⁶ Tennant à Crowell, 10 octobre 1938, RF 1.1/700/24/272.

